



**Message du Conseil communal au Conseil général du 14 avril 2025**

**Point No. 6 de l'ordre du jour**

**Objet : Modification du nombre de Conseillers-ères communaux-ales et de Conseillers-ères généraux-ales pour la législature 2026-2031**

**1. Introduction**

En préambule, le Conseil communal indique que la révision de la loi sur les communes postule le nombre de membres minimum pour un Conseil communal de 3 et de 30 pour un Conseil général. Il n'est plus limité en fonction du nombre d'habitants, le choix d'un Conseil communal à 5, 7, 9 ou plus est laissé à l'appréciation de l'autorité communale. De même pour le nombre de Conseillers généraux.

**2. Argumentaire**

A titre d'information, la Commune d'Estavayer (10'000 habitants) passe de 9 à 7 élus, la Commune de Gibloux (environ 8'000 habitants) envisage de faire de même. La Commune de Marly (8'500 habitants) est passé également de 9 à 7 Conseillers communaux en début de législature. La même démarche est mise en examen du Conseil communal pour la législature 2026-2031, soit une proposition de réduire à 7 le nombre de Conseillers communaux et à 30 le nombre de Conseillers généraux.

Dans le cadre de ce projet, le Conseil communal propose de passer à 7 membres au Conseil communal et à 30 membres au Conseil général. L'objectif est d'optimiser notre fonctionnement.

En termes financier, la répercussion de cette réduction sur les postes Conseil communal et général, n'amène pas d'économies patentes (estimation de l'ordre CHF 5'000 pour le Conseil général et de CHF 13'000 francs pour le Conseil communal). Là n'est pas l'objectif car, il conviendra plutôt de conserver le budget et de promouvoir ainsi la fonction de conseiller au service de la population.

En termes de conduite des affaires communales, le bénéfice est plus important :

- meilleure implication des Conseillers communaux dans la gestion des affaires communales
- répartition des tâches par dicastère plus équilibrée
- attractivité du rôle de Conseiller communal renforcée avec un dicastère qui a du poids
- efficacité renforcée dans la gouvernance et la gestion de la commune.

Avec une répartition des tâches plus équilibrée par dicastère qui tient compte de l'expérience en la matière acquise durant 2 législatures et du soutien opérationnel des services communaux, la charge de travail des conseillers communaux ne devrait que légèrement augmenter.

Un candidat ou une candidate pour le mandat de Conseiller-ère communal-e doit pouvoir dégager une disponibilité au Conseil communal d'environ 20% en journée (heures de bureau) par semaine, les séances du Conseil communal les lundis après-midi incluses, et un certain nombre d'assemblées et/ou comités ainsi que les délégations officielles se déroulant en soirée et certains week-ends.

Concernant les Commissions à repourvoir dans le cadre du mandat de Conseiller général, il convient de rappeler que les commissions obligatoires sont les suivantes :

- Commission financière : article 36 de la loi sur les communes, cette commission dépend du Conseil général
- Commission d'aménagement : article 36 de la loi sur l'aménagement du territoire, cette commission dépend du Conseil communal
- Commission des naturalisations : article 43 de la loi sur le droit de cité fribourgeois, cette commission dépend du Conseil général
- Commission de l'énergie : article 27 de la loi sur l'énergie, cette commission dépend du Conseil communal. Elle peut toutefois être intégrée dans une autre commission.

S'y ajoute le Bureau du Conseil général (art. 15 de la loi sur les communes).

En outre, dans le cadre des 2 législatures précédentes, la Commune de Belmont-Broye a institué 2 commissions, qui ne sont pas obligatoires au sens de législation cantonale :

- Commission culturelle (dépendant du Conseil communal) : cette commission en charge de l'animation culturelle de la Commune a été instituée en son temps par la Commune de Domdidier et maintenue par la Commune de Belmont-Broye. Elle pourrait à l'avenir être composée de membres qui ne font pas nécessairement partie du législatif mais qui ont la motivation d'œuvrer pour développer une offre culturelle sous l'égide de la Commune.
- Commission Senior (dépendant du Conseil communal) : cette commission a été mise en place pour la mise en place d'un concept Seniors conformément à l'art. 4 de la loi sur les seniors. Le constat est le même que pour la Commission culturelle.

A titre indicatif, les 38 membres du Conseil général intervenants dans les commissions et le bureau se sont rencontrés en 2024 à 46 reprises. Cela représente, une moyenne de 6 séances annuelles (moyenne de 5 membres par séances).

Dans l'optique d'une réduction à 30 membres du Conseil général, il pourrait être décidé de réduire le nombre de membres du Conseil général dans les commissions et/ou d'intégrer des citoyens(ennes) motivé(e) dans les commissions non obligatoires.

Le Conseil communal estime au vu de ces explications qu'un Conseil général de 30 membres permet de repourvoir les Commissions obligatoires et le Bureau sans créer une charge supplémentaire.

### **3. Conclusion**

En conclusion, le Conseil communal propose au Conseil général la réduction du nombre de Conseillers communaux à 7 et le nombre de Conseillers généraux à 30 en application l'art. 54 al.3 de la loi sur les communes.

Message validé par le Conseil communal lors de sa séance du 17 mars 2025.

Au nom du Conseil communal de Belmont-Broye

Thierry Piccand

  
Administrateur



Albert Pauchard

  
Syndic